



Direction

B.P. 2336

97196 Jarry Cedex

Guadeloupe - France

Tél : 0590 38 53 00

Fax : 0590 38 52 40

Site : www.orangecaraibe.com

Réf : Bsd/eps/arcep/07-06-004

LRAR : 480 3986 IFR

Monsieur Paul Champsaur

Président

Autorité de Régulation des Communications
Électroniques et des Postes

7, Square Max Hymans

75730 Paris Cedex 15

Baie Mahault, le 17 Juillet 2006

Monsieur le Président,

Nous vous prions de trouver ci après les commentaires de Orange Caraïbe concernant l'analyse publiée par l'ARCEP en juin 2006 sur le marché de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles.

Orange Caraïbe a pris connaissance avec intérêt des conclusions de l'Autorité concernant la zone Antilles-Guyane selon lesquelles il est à ce stade prématuré d'approfondir l'analyse sur ce marché et que de ce fait aucune régulation ex ante n'est envisagée. Orange Caraïbe est en accord avec ces conclusions mais souhaite toutefois apporter certaines précisions.

Dans son analyse, l'Autorité justifie sa position par les spécificités structurelles des départements d'outre-mer, dont notamment des coûts plus élevés, une diffusion des SMS plus limitée et une interopérabilité SMS plus tardive. Orange Caraïbe est satisfait que ces spécificités aient été prises en compte.

Orange Caraïbe note cependant que l'Autorité est en accord avec l'avis du Conseil de la concurrence qui considère que « *si, dans les DOM, les opérateurs mobiles sont différents, si les licences ne sont pas les mêmes, l'identification des obstacles à la concurrence et des besoins de régulation apparaît tout autant nécessaire* » et confirme que, même si elle préfère se concentrer dans un premier temps sur le marché métropolitain, elle n'exclut pas d' « *étendre cette analyse aux départements d'outre-mer* ». Ceci semble sous entendre que l'Autorité considère que les données recueillies sur le marché métropolitain l'amenant à conclure à l'existence d'une position dominante de chaque opérateur sur son propre réseau seraient transposables sur le

marché des Antilles Guyane. Orange Caraïbe serait en désaccord avec une démarche qui, comme cela a été le cas pour l'analyse portant sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal, consisterait à reproduire dans les départements d'outre-mer les dispositions retenues pour le marché métropolitain.

Compte tenu des différences structurelles qui existent entre les acteurs présents dans les départements d'outre-mer et ceux de la métropole, ainsi que des spécificités de chacun des marchés d'outre-mer, il semble indispensable, dans la mesure où une analyse sur le marché de détail mobile le justifierait, qu'une analyse spécifique à chacun des marchés d'outre-mer soit menée par l'ARCEP.

Par ailleurs, Orange Caraïbe s'inquiète de voir que l'Autorité considère que « *les agrégateurs de SMS rentrent dans la catégorie des opérateurs et plus particulièrement des exploitants de réseau de communications électroniques ouvert au public* » et sont de ce fait éligibles à l'interconnexion.

Orange Caraïbe ne partage pas l'avis de l'Autorité à ce sujet et s'interroge sur la pertinence de cette affirmation compte tenu des conséquences que cela pourrait avoir sur le marché des télécommunications.

Plus généralement, Orange Caraïbe rejoint l'analyse d'Orange France, selon laquelle la définition d'un marché de la terminaison d'appel SMS a des fins de régulation ex ante n'est pas pertinente.

En vous souhaitant une bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Frédéric Dorne
Directeur Général

Annexe : Complément d'informations concernant les éléments relatifs à la zone Antilles Guyane reportés dans le projet de décision n° 06-0593 portant sur l'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles soumis à consultation publique

Chapitre 1 - paragraphe 1.3.1 Zone de couverture

Orange Caraïbe tient à apporter le complément d'information suivant concernant l'exploitation des licences GSM sur la zone Antilles Guyane :

- L'opérateur Océanic Digital, qui dispose d'une autorisation depuis 2002, comprenant des obligations de couverture avant le 25/04/2005 de 90% de la population des Antilles (Guadeloupe et Martinique), n'a effectivement toujours pas ouvert de services de communications électroniques mobiles. Pour rappel, et à la connaissance de Orange Caraïbe, cet opérateur est filiale du Groupe Digicel, qui possède des opérations ou licences dans la majorité des pays de la Caraïbe.

Orange Caraïbe tient à rappeler que l'opérateur Bouygues Télécom Caraïbe a été racheté par le Groupe Digicel en Mai 2006. Afin de tenir compte ce changement, il serait préférable d'apporter des modifications au présent document et notamment aux pages 11 et 13.